

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/C/W/425
1^{er} octobre 2002

(02-5264)

Conseil du commerce des marchandises

Original: espagnol

FACILITATION DES ÉCHANGES: ARTICLE VIII DU GATT DE 1994 SUR LES REDEVANCES ET FORMALITÉS SE RAPPORTANT À L'IMPORTATION ET À L'EXPORTATION

Communication de la Colombie

La Mission permanente de la Colombie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 1^{er} octobre 2002.

1. Introduction

Dans le processus de mondialisation de l'économie, il est indéniable que les procédures se rapportant aux opérations de commerce extérieur ont pris de l'importance vu l'ampleur des flux commerciaux mondiaux. Les transactions commerciales d'un pays influent en effet sur celles des autres, modifiant d'une façon ou d'une autre le comportement des partenaires commerciaux. Qui plus est, la multiplication des exigences et des procédures administratives peut avoir des effets sur la compétitivité et devenir un vecteur de discrimination commerciale et de protectionnisme.

Pour ce qui est du système commercial multilatéral, l'avancée réalisée en ce qui concerne les disciplines en matière de politique commerciale et la transparence des législations nationales est évidente. Il existe toutefois une vaste zone grise pour ce qui est de la rationalisation de l'application de certaines exigences et procédures administratives relatives au commerce, qui continuent à être traitées comme s'il s'agissait de domaines relevant de la politique autonome. Les accords sur les normes techniques et les mesures sanitaires, par exemple, prévoient une série de critères pour l'adoption de normes et règlements mais aucun progrès n'a été réalisé quant aux obligations à satisfaire et aux coûts liés à l'obtention d'un enregistrement, d'une certification ou d'une reconnaissance.

Il existe également des cas où les procédures d'importation et d'exportation sont fastidieuses, où les critères et exigences appliqués par les pays sont très divers et où les tarifs et impositions adoptés en principe au titre de l'article VIII du GATT pourraient tout aussi bien être considérés comme d'autres redevances et impositions relatives à des disciplines de l'article II du GATT.

2. Considérations générales sur l'article VIII

Cet article est considéré par la Colombie comme le thème le plus important parmi ceux qui sont proposés dans le mandat de Doha sur la facilitation des échanges. Il faut avoir à l'esprit que les mesures d'allègement des procédures adoptées par certains pays, de même que la diminution des droits de douanes perçus lors des opérations douanières, ne porteront pas leurs fruits tant que nous

n'œuvrerons pas conjointement à l'identification et à l'élimination des restrictions inutiles générées par les exigences et les procédures appliquées.

La Colombie juge pertinent d'adopter des normes internationales qui garantissent la simplification, la prévisibilité, la transparence et la non-discrimination et qui facilitent le commerce extérieur, spécialement dans les pays en développement.

Nous sommes conscients que nos autorités douanières et commerciales disposent de ressources matérielles et humaines limitées. Nous réaffirmons qu'il est important de bénéficier d'une assistance technique adaptée aux besoins et aux attentes des différents pays et d'avoir du temps pour mettre en œuvre les programmes et actions prévus.

L'échelonnement est fondamental pour progresser. Aussi la Colombie estime-t-elle qu'il faut fixer des priorités à moyen et à long terme et élaborer un programme de travail comme celui qui est suggéré ci-après.

- **Priorités à moyen terme**

Il faut, au sein de l'OMC, favoriser l'élaboration d'engagements visant à réduire la quantité excessive de documents à produire, faire avancer les programmes d'automatisation des procédures et exploiter au mieux les systèmes informatiques. Ces dispositions permettraient une plus grande transparence, l'élimination des exigences ambiguës et non spécifiées, la suppression des procédures inadéquates et le renforcement des contrôles grâce à des audits et techniques d'évaluation garantissant la facilitation.

Il faut envisager la possibilité d'adhérer, par le biais de l'OMD, à des conventions administratives visant à l'harmonisation des procédures douanières et plus spécialement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers (Convention de Kyoto), à la Convention relative à l'admission temporaire (Convention d'Istanbul) et à la Convention de Bruxelles, entre autres, qui prévoient des mécanismes d'échelonnement pour l'adoption des engagements, une certaine sélectivité pour l'inclusion des règlements et la possibilité de formuler des réserves.

L'adoption des normes internationales d'harmonisation et de simplification des régimes douaniers permettra une réduction des formalités et de la documentation nécessaires aux opérations d'importation et d'exportation, comme l'exigent les nouveaux préceptes du commerce international et son évolution dynamique.

Nous soutenons également la mise en place d'un système de guichet unique à la frontière, doté de moyens informatiques efficaces, qui permette de réduire la durée des opérations en douane et les coûts d'entrée ou de sortie des marchandises.

- **Priorités à long terme**

La rationalisation des procédures des administrations douanières, points de passage des frontières, entrepôts, lieux d'arrivée et de sortie des marchandises se traduira obligatoirement par une accélération des transactions, une plus grande transparence des opérations effectuées par les fonctionnaires des douanes, ainsi que par l'élimination des obstacles et du pouvoir discrétionnaire qui pouvait s'exercer à cet égard. Il faut souligner qu'un tel processus et l'adoption des normes internationales en matière de facilitation des échanges requièrent des investissements importants en infrastructures matérielles, ressources humaines et moyens technologiques, dont les pays en développement ne disposent pas; il convient donc d'orienter l'assistance technique et la création des capacités dans cette direction, afin que tous les pays soient en mesure de mettre en œuvre les règles et les disciplines adoptés.

3. Programme de travail

La Colombie souscrit aux déclarations des autres Membres qui ont souligné qu'il était important d'améliorer l'article VIII du GATT, et plus particulièrement le paragraphe 1 c), en prenant comme référence certains principes de base du GATT/de l'OMC contenus dans les Accords de l'OMC. Il conviendra donc au bout du compte d'élaborer un accord multilatéral sur l'interprétation et l'application de l'article VIII du GATT. Cela permettra de garantir la réalisation des objectifs fixés en 1947 qui étaient de réduire les effets et la complexité des formalités d'importation et d'exportation et de réduire et de simplifier les procédures et les exigences en matière d'importation et d'exportation de biens.

Dans ce but, nous nous permettons de suggérer l'élaboration d'un programme de travail incluant les activités ci-après:

- Élaboration d'un glossaire des expressions employées dans l'article VIII qui contribuent à définir sa portée et son interprétation, par exemple: "services rendus", "pénalités sévères", "coût approximatif des services" et portée de la pénalité pécuniaire nécessaire pour constituer un simple avertissement en cas d'erreur ou d'omission.
- Inventaire des mesures adoptées par les pays Membres dans le cadre de l'article VIII du GATT, plus particulièrement en ce qui concerne les documents et procédures utilisés dans les opérations de commerce extérieur et les tarifs appliqués dans tous les cas.
- Analyse de la relation entre les dispositions et les engagements énoncés à l'article VIII du GATT et les accords multilatéraux de l'OMC.
- Révision des normes convenues au plan international en matière de simplification des documents et des formalités.
- Échange d'informations entre les pays Membres sur leurs expériences de simplification des formalités et de rationalisation des coûts.
- Élaboration d'un vaste programme d'assistance technique et de renforcement des capacités des pays en voie de développement, en fonction des besoins de chacun.
- Échange d'informations entre les pays Membres et les organismes internationaux sur leurs expériences en matière de rationalisation des services des douanes et autres services nationaux concernées par les procédures d'importation et d'exportation et sur la transmission électronique de données.

Ces activités constitueront, à notre avis, la base nécessaire à l'élaboration d'un accord sur l'interprétation et l'application de l'article VIII, qui comprendra les éléments suivants:

1. Définitions
2. Principes généraux
3. Dispositions particulières sur les redevances et impositions
4. Exigences en matière de documents et de renseignements à fournir dans le cadre des procédures d'importation et d'exportation

5. Procédures douanières relatives aux importations et aux exportations
 6. Normes internationales minimales pour les procédures de facilitation entre les Membres de l'OMC
 7. Traitement spécial et différencié
-